

Permettez-moi maintenant de vous résumer brièvement mes réactions face aux événements auxquels nous avons participé au cours des derniers mois. Tout d'abord, nous avons réalisé des progrès importants. Le rapport du Groupe d'experts du Commonwealth, en plus de favoriser le dialogue et la compréhension à l'échelle internationale, nous éclaire sur les mesures à prendre pour diminuer les inégalités du niveau de vie entre les riches et les pauvres dans le monde. Le rapport a reçu l'approbation générale des ministres des Finances du Commonwealth lors de leur réunion en août dernier. Le Groupe d'experts du Commonwealth se réunira à nouveau l'année prochaine afin de poursuivre ses travaux et notamment, étudier les problèmes auxquels font face les pays en voie de développement obligés d'importer la plupart de leurs matières premières.

Lors de la septième session spéciale, nous avons constaté que l'atmosphère se prêtait beaucoup plus à la discussion et aux négociations à l'Assemblée générale. Tous ont fait preuve de souplesse, de prévoyance et de bonne volonté et l'approche retenue rencontre notre appui. Il y régnait une communauté de vues beaucoup plus grande, ce qui a permis d'en arriver à un consensus sur la façon d'aborder les problèmes et besoins des pays en voie de développement.

Le Canada, au cours des derniers mois, a voulu formuler, à cet égard, des prises de positions constructives, qui reflètent les intérêts canadiens à court et à long termes, mais qui contribuent aussi à jeter des ponts entre pays industrialisés et en voie de développement. Dans mon allocution à la septième session extraordinaire, j'affirmais que "nous avons la ferme intention de jouer un rôle positif, de mettre à profit nos ressources et notre influence dans le cadre des efforts visant à apporter des améliorations au système économique international et à réduire, ce faisant, l'écart entre nations riches et nations pauvres". Notre intention reste la même aujourd'hui. Nous avons fait des progrès en ce qui concerne les produits de base, la libéralisation des échanges, la coopération industrielle, l'alimentation et l'agriculture. Il nous faut maintenant nous assurer que l'évolution du système économique international se poursuit sur la bonne voie.

Nous devons profiter de l'amélioration de la conjoncture internationale. Si la détermination des pays industrialisés ou en voie de développement devait fléchir dans le domaine de la coopération économique internationale, à mon avis nous perdriions les gains réalisés lors de la septième session extraordinaire. A l'horizon, la Conférence sur la coopération économique internationale de Paris réunissant pays producteurs et consommateurs, les discussions que poursuivent les conseils des produits de base en vue de préparer la Quatrième Conférence de la CNUCED à Nairobi, les négociations commerciales multilatérales menées sous l'égide du GATT et la discussion des problèmes financiers et monétaires internationaux au sein du FMI. Les positions que nous adopterons à chacune de ces étapes refléteront les intérêts économiques canadiens et notre désir de